# Patrick Martin sur France Inter : « Il faut redonner confiance à ce pays »

Publié le 10 octobre 2025

Invité sur France Inter le 9 octobre, Patrick Martin a redit pourquoi les entreprises étaient contre une éventuelle suspension de la réforme des retraites et a exhorté les politiques à redonner confiance à notre pays.

**Sur la possible suspension de la réforme des retraites**

*« Le Premier ministre dit qu'il y a un chemin, je ne sais pas si c'est un chemin de Damas, mais ça peut être le chemin de croix. C'est la clarté dans la confusion. Je cite quelques chiffres. 70 milliards d'Euros de déficit cette année. Le taux d'emprunt le plus élevé de l'Union européenne, le niveau de prélèvement obligatoire le plus élevé au monde. 3 345 milliards d'Euros de dettes, plus 150 milliards depuis le début de l'année, une dette détenue majoritairement par des étrangers. Ne perdons pas cela de vue. Nous sommes très réticents à ce que cette réforme soit suspendue, a fortiori abrogée, parce que les chiffres parlent d'eux-mêmes. (...) Les chefs d'entreprise sont lucides. Ils voient très bien que l'activité est difficile, ils voient très bien que si cette réforme est suspendue, ça pèsera encore sur le niveau d'activité, ça pèsera sur les conditions d'emprunt, et à la fin, il ne faut pas se raconter l'histoire, ça pèsera sur le pouvoir d'achat. »*

**Sur l'instabilité politique**

*« L'instabilité a un prix, et au motif qu'il fallait de la stabilité, on a collé aux entreprises 13 milliards d'Euros de prélèvements obligatoires de plus en 2025. Il y a un flou savamment entretenu sur la potion amère qui va être réservée aux entreprises et aux ménages en 2026, au titre du budget et du budget de la Sécurité sociale. La stabilité. Mais la stabilité pour combien de temps ? Je vous mets au défi de me dire si le Gouvernement ne serait pas renversé, par exemple, sur la politique énergétique. La France n'a toujours pas de politique énergétique. C'est déterminant pour le pays et pour les entreprises. Donc si c'est acheter de la stabilité au prix d'un alourdissement considérable de l'endettement du pays et de la remise en cause de sa croissance et de son pouvoir d'achat pour acheter deux mois, trois mois de stabilité, je dis non. »*

**Sur la situation économique**

*« Le vrai problème du pays, c'est qu'on est sur un point de bascule en termes de croissance et d'emploi. Ne venons pas alourdir la barque. Lors du conclave, nous avons fait des concessions considérables, y compris sur l'usure. Nous avons fait des avancées considérables pour les carrières des femmes. On a discuté pendant 18 séances. (...) Depuis lors, on a continué à se parler avec les syndicats. Il peut y avoir des voies de passage, mais nous, ce qui nous intéresse, c'est à la fin des fins, que le taux d'emploi dans ce pays augmente, parce que c'est cela qui crée de la richesse. (...) Il faut redonner confiance à ce pays. Et le fait d'avoir une visibilité et des régimes de retraite qui s'équilibrent dans la durée, c'est un facteur essentiel de confiance. »*

**Sur le projet de loi de finances**

*« Ces derniers jours, y compris avec le Premier ministre, je me suis employé à comprendre ce qu'il y aurait dans le projet de loi de finances. Eh bien, je peux vous dire que c'est le flou artistique. On sait très bien que quoi qu'il advienne sur les retraites, on va payer plus d'impôts, on va payer plus de charges. On est le seul pays au monde à faire ça. Les Allemands aident leurs entreprises. Les Espagnols aident leurs entreprises. L'Espagne a un taux de*

*croissance 4 fois supérieur à celui de la France. Ce n’est pas un hasard.* »

>> Réécouter l'interview sur le site de Radio France